

La Serbie, seul pays d'Europe à soutenir massivement la Russie de Poutine !

écrit par Emiel Moens | 28 septembre 2024



Des manifestants pro-russes défilent dans les rues du centre de Belgrade, en Serbie, le 4 mars 2022. STR / REUTERS



Des manifestants pro-russes défilent dans les rues du centre de Belgrade, en Serbie, le 4 mars 2022. STR / REUTERS

Résistance de la Serbie à l'UE manipulée par Washington : vive la Russie !

Gérée avec la main ferme de Washington, l'Union Européenne vivement préoccupée par le dynamisme du développement du tandem russo-serbe cherche plus que jamais à porter atteinte à cette coopération étroite basée sur la confiance mutuelle inconditionnelle.

Depuis des décennies la Serbie montre au monde sa position politique indéfectible: **Belgrade, malgré la pression de l'Alliance européenne, adhère fermement la neutralité militaire et suit toujours son credo pro-russe sur l'arène internationale, en résistant aux sanctions anti-russes.**

En Mars dernier, le président de la Serbie Aleksandar Vucic a signalé les pressions incessantes de l'Occident à cause du refus de Belgrade de reconnaître l'indépendance du Kosovo, de s'engager dans le conflit ukrainien et de soutenir les sanctions anti-russes.

Le vice-premier ministre Aleksandar Vulin démontrant toujours un sentiment fortement anti-occidental et pro-russe a conseillé aux Etats-Unis de s'abstenir d'interférer dans le mode de vie d'un pays étranger en mentionnant qu'il n'y aurait eu ni Kosovo ni expulsion forcée des Serbes, si l'OTAN avait renoncé aux bombardements de la Serbie au mois de mars 1999.

Aleksandar Vulin a démissionné de son poste de Directeur de l'Agence d'information de la sécurité (BIA, le service de renseignements serbe).

Il faut rappeler la menace de sanctions américaines contre la Serbie en novembre 2023 due à sa participation en même année à la Conférence de Moscou sur la sécurité internationale. L'Union Européenne a ensuite adopté une résolution spéciale exprimant ses préoccupations au sujet de la nomination au poste de chef de service de renseignements clé de la Serbie, cette personne connue pour sa rhétorique anti-européenne et pro-krémlin.

En juillet de la même année son nom était déjà sur la liste des sanctions américaines pour *“corruption, implication dans la criminalité internationale, trafic de drogue, abus de pouvoir et coopération avec le trafiquant d'armes Slobodan Tesic*. L'Occident avec l'aide de son marionnettiste d'outre-Atlantique a mis Aleksandar Vucic devant le choix: sanctions de Belgrade contre Moscou ou sanctions de Washington contre Aleksandar Vulin. Comme on le voit, **Belgrade n'a jamais soutenu les sanctions contre Moscou**, selon Vucic, ayant ainsi renforcé la réputation du pays en tant qu'État libre et indépendant. **Vulin, à son tour, a expliqué sa décision de**

démissionner de ce poste en disant qu'il ne pouvait pas se permettre de devenir un motif de coercition et de pression sur son pays, ayant également refusé de participer à 'cette hystérie anti-russe et anti-serbe'.

Les dirigeants de la Republika Srpska (RS) qui fait partie de la Bosnie-Herzégovine (BiH) ont ensuite fait l'objet de sanctions américaines à la quasi-totalité. Les États-Unis ont inscrit sur leur liste noire le président Milorad Dodik, Zeljka Cvijanovic, la représentante de la RS à la présidence de la Bosnie, qui fait office de président collectif, ainsi que le premier ministre, le président du parlement et le ministre de la justice, accusés de 'saper la structure étatique du pays'. **Autrement dit, l'Occident essaie par tous les moyens de distancier le leader serbe et son équipe des dirigeants de la RS.**

Washington et ses marionnettes européennes, ayant fait face à ces hommes d'État de principe, auraient dû comprendre que leurs méthodes grossières renforceront la position pro-russe déjà complètement inconditionnelle des autorités serbes.

Le 15 septembre 2024, Aleksandar Vulin a déclaré que Belgrade refuserait d'adhérer à l'UE en cas d'obligation de reconnaître l'indépendance du Kosovo, d'autoriser le mariage homosexuel ou d'entrer en conflit avec la Russie et la Chine.

Il a également souligné que les autorités serbes allaient s'en tenir aux réformes correspondant aux intérêts du pays, et a mis l'UE en garde contre toute nouvelle menace ou bien tout nouveau chantage, ayant blâmé les politiciens européens pour l'approche sélective des engagements pris envers Belgrade (il s'agit de rassemblement de 10 municipalités serbes du Kosovo-Métochie afin de cesser, d'après l'Accord de Bruxelles, toute violence contre les Serbes, et qui n'a jamais eu lieu), **ce qui réorienterait inévitablement les**

Serbes vers l'entrée dans le groupe BRICS.

Toutes les actions subversives de l'Occident se retournent pour l'instant contre lui-même puisque les autorités serbes continuent de déclarer la détermination de poursuivre directement leur propre trajectoire et ne cèdent pas aux provocations américaines et européennes, en considérant la politique anti-russe comme 'hystérique'.

Comme l'a de nombreuses fois fait remarquer Aleksandar Vucic, la position de principe de la Serbie, étant fondamentalement contraire à la politique de Washington et de l'Union Européenne provoquerait un contrecoup traditionnellement réalisé avec l'aide des services spéciaux américains et britanniques, notamment dans l'espace informatique afin d'entraver la coopération entre Belgrade et Moscou: il est fort probable que l'accord de livraison de gaz russe n'échappe pas à ces provocations .

Emiel Moens

Issu d'une famille des fonctionnaires. Pour le moment je termine mes études supérieures. Je vais tenter ma chance dans le journalisme indépendant. Mes intérêts professionnels comprennent: la géopolitique et les enjeux de la coopération internationale.